

**Les temps de l'engagement.
À propos de l'institutionnalisation d'une association
de défense de l'environnement**

Frédéric Sawicki

Publié dans Lagroye (Jacques) (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, « Socio-histoires », p. 123-146.

Les recherches visant à expliquer l'*engagement* dans l'action militante, c'est-à-dire qui s'engage ? pourquoi et comment on s'engage ? pourquoi on reste engagé ou l'on se désengage ?, oscillent entre deux points de vue principaux qui, bien que complémentaires, se combinent difficilement. Le premier, macrologique, se focalise sur les structures sociales et les organisations, le second, micrologique, sur les trajectoires et les carrières individuelles¹.

Les recherches qui se situent à un niveau macrologique ont longtemps eu pour principal objectif de mettre en évidence l'impact des conditions sociales d'existence sur les probabilités et les manières de s'engager. Elles ont directement à voir avec la question de la construction sociale des groupes et des identités sociales. Popularisé par Charles Tilly, le concept de « *catnet* » – combinaison de « catégorie » et de « réseau » – qui définit le potentiel de mobilisation et d'organisation d'un groupe en fonction de son niveau de sociabilité interne et du degré d'objectivation de son identité, est sans doute celui qui résume le mieux les processus ici désignés (Tilly 1978 : 63). En France, on ne compte plus les études qui, au cours des vingt dernières années, ont mis en évidence le rôle structurant de certains groupes dans les mobilisations populaires : ouvriers de métier au cours du XIXe siècle, ouvriers d'industrie au XXe siècle, instituteurs, jeunes ouvriers ou agriculteurs formés au sein des mouvements d'action catholique, etc. La mise en évidence des relations de sociabilité et de solidarité propres à ces groupes et des processus de socialisation qu'elles engendrent, a ainsi permis d'appréhender les logiques « communautaires » de l'engagement².

Les changements affectant la structure sociale, les modes de vie et les formes de sociabilité ont conduit ces dernières années les chercheurs à mettre l'accent sur l'apparition de nouvelles manières de militer et sur l'émergence de nouvelles causes. Dans ces derniers travaux, l'observation des pratiques militantes et des organisations apparaît au service de la compréhension des changements structureaux concernant les sociétés occidentales : autonomisation croissante des individus, montée des valeurs post-matérialistes, développement des formes technocratiques de pouvoir, professionnalisation des organisations, déclin des solidarités de travail et de voisinage, rôle croissant des grands médias... Plus récemment encore, la question de la crise du civisme et du déclin du « capital social » – entendu comme degré de densité des relations de coopération et de confiance qui lient les personnes dans une société donnée –, est devenue un des enjeux majeurs de la sociologie politique, en particulier aux États-Unis autour des travaux de Robert N. Bellah (1996) et de

1. Sur le sens de la distinction entre macrologie et micrologie, voir Cherkaoui (1997) et Sawicki (1999). Précisons d'emblée que ces deux angles d'analyse ne rendent pas compte de tous les travaux de recherches qui éclairent chacun à leur façon les processus d'engagement. Nous pensons ici notamment à la sociologie de la mobilisation des ressources, qui, en considérant le militantisme comme une ressource parmi d'autres, met l'accent sur le rôle crucial des entrepreneurs dans la mise en place de stratégies de recrutement. L'analyse des mobilisations comme processus politique souligne de son côté l'impact de la « structure des opportunités » résultant notamment du contexte politique et des stratégies des autres protagonistes du champ concerné. Enfin, récemment, les partisans du néo-institutionnalisme historique ont souligné l'importance des variables institutionnelles sur les niveaux et les formes d'engagement (Fiorina et Skocpol 1999).

2. On trouvera dans la récente thèse de Julian Mischi (2002) sur le parti communiste une remarquable illustration de ce type d'analyse.

Robert D. Putnam (2000). En France, les enquêtes du CRESAL, synthétisées dans le livre percutant et discuté de Jacques Ion, *La fin des militants ?* (1997), sont un bon exemple de ce type d'approche.

L'ensemble de ces études n'accordent qu'une place résiduelle aux propriétés sociales des activistes. Quand elles s'y intéressent (on pense ici à tous les travaux réalisés sur « les nouveaux mouvements sociaux »), leur appréhension est très globalisante et vise à définir les contours des groupes mobilisés de façon très large, voire parfois grossière. Cette critique doit bien sûr être relativisée, puisque ce ne sont pas les logiques qui conduisent tel ou tel individu ou sous-groupe d'individus à s'engager qui constituent l'objet de ces recherches, mais au mieux les effets des propriétés sociales des membres sur les façons d'agir et surtout les revendications mises en avant.

Les chercheurs adoptant un point de vue micrologique se concentrent sur l'étude des trajectoires et/ou des carrières individuelles. Ils tentent de repérer dans les propriétés des militants, parfois dans leurs « motivations » déclarées et les calculs qu'ils leur prêtent, les « déterminants » qui favorisent la rencontre entre un agent socialement situé, une cause et/ou une organisation données. L'attention au contexte n'est bien sûr pas absente, mais celui-ci est généralement appréhendé de façon locale et rapporté à la subjectivité des acteurs. Des progrès considérables ont été réalisés ces dernières années dans la compréhension des processus de socialisation militante. À côté d'enquêtes quantitatives transversales, se sont multipliées des monographies combinant enquête prosopographique et méthode biographique, portant sur des militants et/ou responsables d'une association ou d'une organisation particulière³. Alors que les enquêtes quantitatives permettent de mesurer précisément le poids des différents types d'engagement (politique, syndical, associatif, religieux...), de mettre en lumière l'investissement différencié des groupes sociaux selon les secteurs associatifs (Héran 1988a ; Verba et al. 1995), et de souligner la position clé des « multi-adhérents » majoritairement issus des professions du secteur social, éducatif et culturel dans les associations défendant des causes générales (Héran 1988b), les monographies sont plus attentives au rôle structurant des réseaux interpersonnels conduisant à l'engagement (McAdam 1986 ; McAdam et Paulsen 1993 ; Sawicki 1997 ; Passy 1999), à la complexité des trajectoires et des « carrières » individuelles, aux effets de certains événements ou de certaines expériences personnelles. Ce qu'on peut appeler les déterminations *expérientielles* sont ici mieux soulignées (Berlivet et Sawicki 1994), à la différence des analyses plus globales qui s'en tiennent surtout aux ressources sociales en termes de capital culturel et de capital social au sens de Pierre Bourdieu. L'étude d'Olivier Filleule et Christophe Broqua sur les militants d'AIDES et d'Act Up en fournit une bonne illustration. Les auteurs y mettent notamment en lumière l'importance de l'expérience directe ou indirecte du sida et les effets des changements dans le vécu de cette maladie sur l'engagement (Filleule et Broqua, 2000). De leur côté, en soulignant les propriétés sociales plurielles des fondateurs de MSF, au principe de dispositions valorisant toutes le risque et l'aventure, et le rôle des événements de mai 1968 comme épisode d'activation de ces dispositions, Pascal Dauvin et Johanna Siméant éclairent les raisons qui ont amené les membres de ce groupe à trouver dans l'action humanitaire internationale la voie de leur accomplissement social (Dauvin et Siméant 2002 : 48-49).

Ce type d'approche est particulièrement à même de rendre compte non pas tant de l'engagement *per se*, c'est-à-dire de l'existence chez l'individu de prédispositions « altruistes » (Monroe 1996), mais de l'orientation en faveur de telle cause particulière, voire

3. Voir les études rassemblées dans le numéro spécial de la *Revue française de science politique* dirigé par Olivier Filleule et Nonna Mayer (2001), ainsi que la post-face d'Olivier Filleule.

aussi des logiques qui conduisent les acteurs à approfondir leur investissement, à en changer ou à se désengager. Il permet aussi de sortir du schéma utilitariste de type olsonien (Olson 1978) non pas en laissant de côté la question des « rétributions du militantisme » (Gaxie 1977), mais en permettant de comprendre pourquoi des individus sont amenés à valoriser tel ou tel type de « rétribution ». La porte est ainsi ouverte pour analyser comment s'opère la *construction sociale du désir* de se dévouer à telle ou telle cause, incarnée par telle ou telle organisation, désir qui se vit et se dit souvent sur le mode de l'évidence et de la vocation. La compréhension de ce processus implique cependant qu'on ne se concentre pas uniquement sur l'étude des trajectoires et l'articulation entre les différentes sphères de vie de l'individu (familiale, amicale, professionnelle...), mais qu'on soit attentif aux effets que le groupement lui-même a sur l'individu engagé, toutes choses étant égales d'ailleurs⁴.

Les monographies d'association ont en effet longtemps pêché par un manque de profondeur historique et par une attention insuffisante portée aux effets du groupe et/ou de l'institution – quand son activité se prolonge durablement – sur ses membres, et au travail de sélection qu'il ou elle opère⁵. On ne peut ici qu'être frappé, par exemple, du peu d'intérêt accordé aux apports de la psychologie sociale dans les travaux sociologiques sur l'engagement (Festinger et al. 1993 ; Kiesler 1971). La participation prolongée aux activités d'un groupement, les actions entreprises, modifient pourtant la manière dont les membres définissent leur engagement⁶, les personnes qu'ils fréquentent et les obligations qu'ils contractent à leur égard, les compétences qui sont les leurs, voire leur mode et leur niveau de vie... ce qui ne va pas d'ailleurs sans poser de délicats problèmes de méthode lorsqu'on essaie après-coup de reconstituer les motivations de l'engagement qui sont souvent reconstruites en fonction de l'expérience vécue dans l'institution⁷. Le risque est grand alors de confondre les raisons de l'engagement et celles pour lesquelles on reste engagé. Plus généralement, par les règles de fonctionnement dont il se dote, par les buts qu'il s'assigne, le groupement va renforcer la position de certains, en exclure et en attirer d'autres, d'où la coexistence pas toujours « pacifique » de plusieurs générations militantes. Les approches tant macrologiques que micrologiques de l'engagement dans les groupements militants, en privilégiant souvent la synchronie, n'intègrent pas assez le fait que les associations choisissent leurs membres autant que ces derniers les choisissent. Bien sûr, pas plus que les institutions ne pensent (Douglas 1989), elles n'agissent en tant que telles. Cette façon de parler vise simplement à souligner que la division du travail qui s'établit à l'origine dans une association, les connivences qui s'y développent, déterminent parfois durablement des manières de faire et d'agir qui s'imposent aux nouveaux entrants sans que personne ne cherche explicitement à les imposer.

4. Annie Collovald a raison de remarquer que la construction sociale des causes, et notamment leur inégale valorisation qui est au principe d'investissements militants différenciés, ne se réduit pas à la seule sociologie des militants et des groupes mobilisés (Collovald 2002 : 178). Ce point est bien mis en évidence par Johanna Siméant dans son analyse de la cause des sans-papiers en France (Siméant 1998) ou, *a contrario*, par Lilian Mathieu à propos de la faible dignité de la cause des prostitué(e)s (Mathieu 2001).

5. L'étude récente de Cécile Péchu sur Droit au logement fait ici exception. Elle met en évidence la diversité des propriétés sociales et des motivations des trois générations qui ont construit et développé l'association en les rapportant aux actions menées. Elle souligne notamment les modifications dans le fonctionnement de l'association qu'ont entraîné leur succession et les conflits qui les ont opposé (Péchu 2000).

6. Les tenants de l'analyse cognitive des mobilisations collectives réintroduisent à leur façon la question de la socialisation, en insistant sur les mécanismes d'ajustement des « cadres » qui rendent celles-ci possibles dans la durée. Un des principaux constats est que cet ajustement est rarement préalable à l'action, mais s'opère au cours de celle-ci, au prix de conflits éventuels (Benford et Snow 2000). Sur l'analyse des cadres appliquée à l'action collective et sa critique, voir Cefai et Trom (2001) et Mathieu (2002).

7. De ce point de vue, le travail de Doug McAdam sur les militants du *Freedom Summer* demeure exemplaire (McAdam 1986 et 1989).

Les travaux récents impulsés par Claude Pennetier et Bernard Pudal sur le parti communiste (Pennetier et Pudal 2002)⁸, ceux plus anciens de Charles Suaud sur le recrutement des prêtres catholiques (Suaud 1978) donnent toute la mesure du travail de sélection et de formation qui peut être accompli. Certes les groupements sont inégalement institutionnalisés et contraignants. Leurs dirigeants n'ont pas tous les moyens d'intervenir dans la sélection et la formation des membres. Le parti communiste, l'Église, l'armée sont autant de cas limites où le processus d'homogénéisation connaît d'ailleurs de nombreux ratés. Les petits groupes exercent cependant des contraintes par d'autres canaux et pas seulement quand ils sont fondés sur des liens d'interconnaissance préalables forts entre les membres ou sur des liens de sociabilité denses (Festinger et al. 1993). C'est ce qu'on voudrait ici illustrer en prenant appui sur l'exemple d'une association locale de défense de l'environnement (Atmosphère) dans une région de tradition industrielle du nord de la France : on s'est efforcé d'en reconstituer l'histoire, c'est-à-dire la genèse, les actions menées, les mouvements d'adhésion et les trajectoires de ses militants, passés et présents⁹. L'hypothèse ici défendue est que les actions entreprises et les contraintes particulières rencontrées au cours de celles-ci ont contribué à sélectionner certains « profils » militants particuliers, en renforçant la détermination de certains et en décourageant d'autres, mais aussi en attisant les conflits internes à propos des buts et modalités de l'action. Progressivement les règles de fonctionnement et les normes d'action que se sont données les membres du groupe, ont produit un mécanisme de clôture qui pèse sur le profil social et idéologique des nouveaux entrants.

On commencera par rappeler les principales étapes de l'histoire de l'association, racontée délibérément en personnifiant le groupe, de sa création en 1990 à l'an 2000, terme de la recherche. La sociologie des militants sera abordée dans un second temps en nous efforçant de la mettre en relation avec l'évolution de l'association. On tentera enfin de tirer quelques idées générales de cette étude pour la sociologie de l'engagement.

L'association en ses combats

La mise en récit des mobilisations successives qui ont ponctué l'histoire d'Atmosphère¹⁰ vise à comprendre, dans un contexte caractérisé par la faible mobilisation de la population, des élus et des syndicats locaux autour des questions d'environnement, la forme spécifique prise par l'association, les modalités de son institutionnalisation et les investissements divers dont elle a fait l'objet. En analysant l'histoire d'Atmosphère *en train de se faire*, ses succès aussi bien que ses échecs, il s'agit de mettre à jour la dynamique de développement dans laquelle l'association s'est inscrite et qui a contribué à définir son identité et sa spécificité¹¹. À considérer le passé de l'association, trois phases bien distinctes se dégagent. Elles s'ordonnent autour de moments critiques, de virages et de césures plus ou moins nettes. Elles témoignent des difficultés, des succès, et des choix opérés.

8. Dans sa thèse déjà Bernard Pudal avait montré comment les caractéristiques biographiques du noyau dirigeant du PCF dans les années trente avaient déterminé en partie les formes d'organisation et les pratiques valorisées au sein de l'institution, et comment, en retour, l'institution a été amenée à sélectionner des membres conforme au profil des fondateurs (Pudal 1988). Dans une perspective plus psychanalytique, Eugen Drewerman rend compte de façon analogue de la sélection des prêtres. Les règles de l'institution catholique conduisent selon ce dernier à attirer au sein de l'Église des individus dotés d'un profil psychique très particulier les prédisposant à se soumettre à l'autorité. Ce faisant, les « fonctionnaires de Dieu » contribuent activement à la perpétuation des règles de l'institution et à sa reproduction à l'identique (Drewerman 1989).

9. Cette enquête s'inscrit dans une recherche collective sous ma direction financée par le Plan urbain construction du ministère de l'Équipement dans le cadre de l'appel d'offre « Dynamiques du cadre de vie et actions associatives », à laquelle ont participé Catherine Neveu, Bruno Villalba, Ariane Épée et Rémi Lefebvre. Nous renvoyons à ce rapport tous ceux qui souhaiteraient disposer de plus de précisions quant à la méthodologie utilisée, aux données d'entretien recueillies et au contexte particulier dans lequel s'est déroulée l'enquête (Sawicki 2001).

10. Pour des raisons déontologiques, le nom de l'association, ainsi que les noms et prénoms de ses membres ont été modifiés.

11. Je remercie ici très chaleureusement Rémi Lefebvre qui m'a aidé à collecter une partie de ces informations.

Genèse

Comme souvent pour ce type d'association, son développement est lié à une mobilisation très ciblée à propos d'un enjeu particulièrement fédérateur. Atmosphère se constitue en novembre 1989 dans une commune de l'est de l'ancien bassin minier du Pas-de-Calais pour contrer un projet d'exploitation, par une filiale de Charbonnages de France (CDF), d'un terril qui a la particularité d'être boisé et d'être devenu un lieu de promenade. Atmosphère est créée à l'initiative d'un riverain du site, par ailleurs permanent syndical à l'Union départementale CFTC et de quelques voisins et amis. Les terrils constituent dans le bassin minier un des symboles de l'exploitation charbonnière et un des marqueurs de l'identité de ce territoire façonné par la mine. Enjeux mémoriaux de premier plan, leur préservation ou leur requalification ont déjà par le passé été l'occasion d'importantes mobilisations collectives relayées par les institutions publiques où se mêlent l'attachement à un élément paysager fortement investi par la population, ainsi que des considérations patrimoniales, économiques et écologiques...

L'association milite pour que le terril soit déclaré « zone protégée » et qu'il ne soit pas exploité pour extraire des schistes utilisés pour la construction de routes. La presse locale apporte un appui décisif à la cause défendue, publicisant les actions menées et les négociations engagées. Atmosphère bénéficie de soutiens auprès des élus locaux : les enjeux en termes d'emploi sont faibles et beaucoup trouvent là le moyen de faire pression sur CDF en obligeant l'entreprise à remettre en l'état ses anciens sites d'exploitation avant de les transférer aux collectivités locales. En cette fin des années 80, le dernier puits de mine s'apprête à cesser son activité et se pose avec acuité la question du statut du patrimoine immobilier et foncier des Houillères. Soucieux de rentabiliser ses actifs, CDF refuse de transférer ce qui est encore exploitable ou de financer la remise en état (dépollution) de ce qui à ses yeux ne vaut plus rien (Desage 1999). Dans ce contexte, la « bataille du terril » ne peut que recevoir le soutien de la population mais aussi des élus.

Pour s'opposer à ce projet, l'association agit sur tous les fronts, développant des actions tous azimuts à destination des pouvoirs publics, de CDF ou de la population. Pétitions, communiqués de presse, réunions publiques, manifestations symboliques au pied du terril se multiplient. En mai 1990, Atmosphère demande une audience au ministère de l'Environnement et sollicite l'aide des Amis de la terre. Des représentants de l'association sont reçus à Paris en septembre 1990. Le ministère semble soutenir la mobilisation en envoyant une délégation sur le site pour examiner l'état de la faune et de la flore. Une campagne de pétitions est par ailleurs lancée sur les marchés et recueille plus de 3000 signatures. L'association est ainsi parvenue à enrôler la population autant sur la base d'un enjeu environnemental qu'autour d'un symbole identitaire et patrimonial. Comme le dit son président d'alors : « Il y a eu une espèce d'osmose avec la population locale, parce qu'il y a à la fois le maintien d'un patrimoine, d'une histoire et en même temps, pourquoi pas, concilier l'histoire avec l'environnement. J'ai joué sur ces deux aspects sensibles. » La mobilisation ne tarde pas à payer : en novembre 1990, les Houillères annoncent l'abandon de leur projet après avoir obtenu que le Conseil général du Pas-de-Calais se porte acquéreur du site.

Ce résultat est un succès incontestable dont l'association s'enorgueillit. La mobilisation a eu une forte résonance dans la ville mais aussi aux alentours. Dès lors, la question de sa pérennité et de ses perspectives d'action à moyen et long terme se pose, d'autant que dans la dynamique de la mobilisation, Atmosphère a été amenée à porter plusieurs autres dossiers

locaux relatifs à des nuisances diverses (pollution d'étangs, pollution d'une entreprise industrielle, soutien aux riverains de la nouvelle ligne du TGV-Nord...). En outre, des contacts ont été noués avec des associations de communes proches et la volonté de développer « une pédagogie verte » à destination des écoles s'est fait jour. Dans quelle voie l'association doit-elle s'engager ? Quels nouveaux objectifs doit-elle promouvoir ? L'effervescence de l'année 1990 ouvre une phase de tâtonnements concernant les moyens et les buts de l'action.

Élargissement des sphères d'action

Ce premier succès, fondateur, conduit l'association à s'affirmer et à élargir sa sphère d'action à la fois sur le plan territorial et sur le plan des questions traitées. « La victoire du terriil » lui a conféré une forte notoriété co-produite par la presse locale, dont les correspondants expriment une forte sympathie pour les questions environnementales. La question de l'environnement se trouve ainsi inscrite sur l'agenda politique local, ouvrant *une fenêtre d'opportunité* permettant à des revendications longtemps étouffées, peu mises en avant, marginales ou isolées, de se faire reconnaître. De manière sensible, les mobilisations liées au cadre de vie s'amplifient. De nouveaux adhérents porteurs de doléances et de préoccupations diverses touchant à leur environnement quotidien la rejoignent. La plupart d'entre eux luttent depuis longtemps de manière isolée contre des nuisances qui le plus souvent les concernent très directement. Ils ont connu l'association à travers la presse ou lors de réunions publiques. C'est par exemple le cas de Stanislas S., mineur à la retraite d'origine polonaise, qui interpelle depuis plusieurs années l'administration et de nombreux élus (du maire au président de l'Assemblée nationale, du ministre de l'Environnement au président de la République...) pour dénoncer, sans résultats, la pollution par la poussière provoquée par le passage de camions d'une entreprise de transport de charbon. Après avoir entendu parler de l'association dans la presse locale, il prend contact avec elle par courrier et sollicite son aide. Atmosphère prend alors en charge son dossier : au printemps 1991, diverses actions sont engagées qui obtiennent que les camions de charbon soient bâchés.

Ce faisant, le champ d'intervention de l'association s'élargit progressivement, dépassant le simple cadre communal où il s'était originellement inscrit. De nouvelles causes émergent et alimentent les mobilisations créant un cercle vertueux. L'association se pose rapidement comme la plus active en matière de défense de l'environnement dans une zone de près de 150 000 habitants correspondant approximativement au district d'Hénin-Carvin. L'absence d'autres structures analogues concentre sur elle toutes les attentions et les revendications. Parallèlement, l'expertise accumulée dans le suivi des dossiers accroît progressivement l'efficacité de l'association et donc son attractivité pour des personnes indignées mais esseulées et dépourvues de ressources.

Une « affaire » particulière, concernant l'installation d'une usine chimique, occupe une place importante dans cette seconde phase, en ce qu'elle contribue à redéfinir ses objectifs et son discours. Un an après l'affaire du terriil, une usine destinée au retraitement des huiles appartenant à un groupe filiale de la Générale des eaux s'installe sur le site d'une ancienne centrale thermique des Houillères. Ce rachat permet de sauvegarder une centaine d'emplois, mais nécessite une enquête publique préalable. Dans un premier temps, Atmosphère ne s'oppose pas à cette reprise et à cette réorientation des activités de l'ancienne centrale, mais demande des éclaircissements sur la nature des déchets traités et des rejets. L'association adopte une attitude très conciliante, mais les réponses apportées et l'attitude des dirigeants de l'entreprise et des élus la déçoivent. L'association radicalise d'autant plus ses positions que la pression de riverains dénonçant l'installation d'une usine aussi dangereuse à proximité des

habitations est très forte. De fait, cette mobilisation est l'occasion d'élargir le cercle militant à des habitants de cette commune qui quittent alors une association locale animée par des militants communistes, qu'ils perçoivent comme une entreprise de déstabilisation politique de la municipalité socialiste. Le facteur déterminant de la radicalisation réside dans les conditions de l'enquête publique. Beaucoup de militants découvrent alors la limite de cette procédure (Blatrix 1999) : partialité et incompétence du commissaire-enquêteur, technicité volontaire des dossiers, opacité, manque d'informations, non-respect de l'avis des habitants... En ce sens l'action est bien une propédeutique. Les obstacles rencontrés renforcent d'autant plus la détermination de ces « engagés » qu'ils ont déjà fait l'expérience la plupart du temps solitaire ou en couple de ce qu'ils ressentent comme du « mépris » des pouvoirs publics.

Cette affaire a été l'occasion des premiers contacts et interactions avec des industriels, mais aussi des premières confrontations avec les élus qui, dans les affaires précédentes, avaient globalement soutenu l'action d'Atmosphère. Cette expérience conduit l'association à élargir et préciser son champ d'action (« la défense de l'environnement »), mais aussi à définir ses adversaires. Les militants découvrent à cette occasion les nombreux problèmes liés à la densité du tissu industriel local, ainsi que ce qu'ils ne tardent pas à dénoncer comme la collusion entre industriels, administration et élus, prêts à leurs yeux à tout pour créer des emplois et maintenir un haut niveau de taxe professionnelle. Pour certains, cela a pour effet de renforcer leur détermination, pour d'autres, moins disponibles parce que moins directement concernés ou pris par d'autres engagements à leurs yeux plus concrets, cela se traduit par un désengagement.

De 1991 à 1994, les interventions d'Atmosphère se multiplient. Pris dans une spirale vertueuse où les succès et la reconnaissance obtenus alimentent la légitimité à intervenir sur d'autres dossiers, Atmosphère semble alors présent sur tous les fronts : collectif contre la construction des autoroutes A16 et l'A1 bis, opposition à la création d'un incinérateur, intervention auprès d'usines polluantes, dénonciation de la présence des nitrates dans l'eau et du prix excessif de l'eau, du trop grand nombre de décharges sauvages, de l'insuffisance des capteurs de contrôle de l'air, du manque de pistes cyclables et du trop grand nombre de lignes à haute tension, présentés comme autant de maux environnementaux dont souffre cette région. Significativement à cette époque, l'association change de nom et devient Atmosphère-environnement.

Les quatre à cinq premières années d'existence d'Atmosphère se caractérisent non seulement par la multiplication des domaines d'intervention mais des méthodes d'action. À côté d'actions d'éclat, l'association mène diverses actions de sensibilisation à l'environnement en partenariat avec d'autres structures associatives et les inspections académiques. Elle tente également de mettre en réseau des associations locales par l'organisation de tables rondes. Elle multiplie les démarches en direction des pouvoirs publics et demande que les procédures en matière de concertation soient systématisées. Cet élargissement des champs d'action de l'association exerce un effet décisif sur sa structure et pose de réels problèmes d'organisation. Pour y faire face, l'association tente alors une décentralisation en créant des ramifications locales dans l'ensemble du Nord-Pas-de-Calais. Des antennes sont mises en place jusqu'à Tourcoing, Maubeuge et Bapaume, c'est-à-dire bien au-delà des frontières du pays minier. Ce choix crée davantage de difficultés et de tensions qu'il n'en résout. Il renforce la dispersion de l'action et la multiplication des causes défendues, lesquelles sont à la source de nombreux débats et conflits internes qui soulèvent la question de ses buts et du mode d'organisation qu'Atmosphère doit adopter pour « durer » et être « efficace ».

Recentrage et institutionnalisation du groupe

Un processus de recentrage de l'action s'opère aux alentours de 1995. Il est concomitant d'une évolution du recrutement militant et d'un rétrécissement du noyau des adhérents. L'association circonscrit alors son action sur un territoire plus délimité (le district d'Hénin-Carvin principalement) et concentre ses activités et son énergie sur des dossiers ciblés et fortement travaillés qui ont trait pour la plupart à des problèmes liés à l'implantation et à la concentration des usines polluantes dans cette zone. Les savoir-faire accumulés permettent d'obtenir des résultats parfois substantiels. L'association joue un rôle de vigie et d'alerte sur son territoire d'action (Bernstein et Jasper 1998) en entretenant et en activant des réseaux d'information et d'interlocuteurs performants¹². Si elle renonce à un rayonnement régional, elle gagne en efficacité en réduisant les fronts. Une clôture du groupe se produit autour de règles collectives (indépendance par rapport au politique mais aussi par rapport aux fédérations associatives, apolitisme, bénévolat, modération...) et d'une division particulière des tâches entre les militants les plus actifs. Contrairement aux premières années, l'association ne cherche plus à multiplier les soutiens et les adhésions.

« Au départ on cherchait les adhésions. Pour montrer qu'on avait un poids et aussi sur un aspect financier. Il faut le reconnaître. Et après non. Le danger si on voulait rester une association indépendante était d'accepter des adhérents qu'on ne connaissait pas forcément bien, c'était d'être infiltré politiquement. Il fallait donc que chaque adhésion soit contrôlée, parrainée, pour éviter tout dérapage. »¹³

Le refus de solliciter des subventions (par souci d'indépendance¹⁴) et la méfiance à l'égard de toute professionnalisation (refus de toute forme d'indemnisation des frais) déterminent un fonctionnement en petit comité et en réseau (une seule réunion mensuelle, coordination de l'action par téléphone, division précise des tâches et forte autonomie de chacun dans son rôle) où prime l'efficacité et l'action de terrain. Cette évolution n'a rien de « naturel ». Elle résulte des conflits qu'a provoqués l'alourdissement des tâches pesant sur les militants. Certains, habitués notamment aux pratiques qui ont cours dans certaines associations sportives, estiment que les exigences de l'association devraient se traduire par la prise en charge des déplacements et prônent pour se faire la recherche systématique de subventions auprès des pouvoirs publics et l'intégration au sein d'une fédération environnementale. Cela provoque un débat interne assez vif qui se traduit par le départ des mécontents.

L'association jouit par ailleurs d'une reconnaissance de plus en plus grande de la part des pouvoirs publics et des élus locaux et participe de plus en plus souvent à des structures de concertation dont elle a obtenu dans certains cas la mise en place. « Nous ne sommes plus perçus comme des utopistes, mais comme des gens concrets, responsables et déterminés », déclare son président à la presse au en octobre 1996¹⁵. Significativement c'est au début de

12. Stéphane V., technicien à France-Télécoms, joue un rôle décisif dans l'activation de ces réseaux. Par ces activités professionnelles, il est en contact régulier avec la DRIRE, des agences d'urbanisme, des entreprises, des fonctionnaires municipaux... Il dit être en permanence en alerte, à l'écoute ; il mène ce qu'il appelle « des enquêtes ».

13. Entretien avec Dominique G., président-fondateur.

14. En 1999, la seule subvention est celle de la mairie où se situe le siège de l'association. Elle s'élève à 600 francs. C'est le niveau minimum de subvention que donne la municipalité. Le budget de l'association est alimenté pour l'essentiel par les cotisations annuelles des membres (50 francs) et par le reliquat des dommages et intérêts obtenus au cours du seul procès qu'ait intenté l'association contre la présence d'une décharge sauvage. En 1996, l'association a reçu une subvention exceptionnelle de 10 000 francs du Conseil régional (alors présidée par une présidente verte) pour financer des actions pédagogiques.

15. Dès 1993, l'association est entrée dans l'AREMARTOIS, organisme chargée du contrôle de la qualité de l'air. À partir de 1997, elle participe à la commission environnement du district de Lens-Liévin. En 1999, elle fera partie des diverses

cette période que l'association entre sur le terrain judiciaire (administratif) en relayant une mobilisation locale menée par une de ses militantes les plus déterminées contre une décharge publique. Cette incursion n'a pas été facile et a exigé un investissement en temps important : « On a dû se plonger dans les codes et des domaines que l'on ne maîtrisait pas du tout ». Avec l'aide des services de la permanence gratuite des avocats à Lille et de la fédération Nord-Nature, elle obtient gain de cause et des dommages et intérêts qui lui permettront une certaine aisance financière. Cette expérience ne sera pas répétée. Elle n'en devient pas moins un signe de la force et de la compétence de l'association et donc une ressource dans les négociations auxquelles elle est amenée à participer.

À ses débuts, la capacité d'expertise de l'association est surtout liée à l'engagement dans ses rangs d'un médecin biologiste féru d'écologie (Jacques L.) ; les membres les plus actifs de l'association n'ont aucune formation scientifique ou juridique. Pour être en mesure de comprendre les dossiers pris en charge et de participer aux commissions de concertation, certains membres se sont mis à suivre des formations (dispensées par la Maison de la Nature et de l'Environnement, l'agence de l'eau, et la fédération Nord-Nature...), et la plupart ont fini par acquérir (par les lectures tout particulièrement) un bon niveau de connaissance des questions environnementales. Cette technicisation des problèmes et de l'action militante exerce un effet de filtrage sur les nouveaux adhérents et renforce le coût d'entrée dans l'association, ce qui amplifie la clôture du groupe sur lui-même... L'association ne devient pas pour autant un groupe d'experts sur le modèle de certaines associations d'environnement (Ollitrault 2001). D'une part, elle maintient des actions pédagogiques ou de sensibilisation, même si elles tendent à se raréfier ; d'autre part, elle continue de recourir aux méthodes classiques de l'agitation publique : pétitions, distribution de tracts, sollicitations de la presse, présence et prise de parole systématique dans les réunions publiques, réunions d'information. Les quatre « dossiers » qui ont concentré l'essentiel de l'énergie des militants au cours des années 1997-2000 et qui concernent tous des entreprises chimiques polluantes en fournissent une bonne illustration. Dans chaque cas, la stratégie adoptée par Atmosphère est analogue, calée sur celle de ses « adversaires » (direction de l'entreprise, maire de la commune concernée, voire sous-préfecture) qui s'efforcent de minimiser le problème et de discréditer les revendications au nom de la sauvegarde de l'emploi. Alertés par des riverains, les responsables de l'association adressent des courriers rendus publics de protestation aux autorités administratives, judiciaires et politiques et organisent des réunions publiques précédées de distribution de tracts qui contraignent les élus à prendre position. Les militants d'Atmosphère mettent généralement en avant des arguments « scientifiques » et tentent de « dépassionner le débat ». Leur connaissance des dossiers les amène à adopter une posture de prudence liée à la difficulté d'imputer à un facteur unique la pollution constatée. Les revendications portent d'abord sur la transparence et les conditions d'un débat juste. À chaque intervention publique, ses porte-parole prennent la peine de rappeler qu'ils sont des gens « responsables » et qu'ils ne veulent pas mettre l'emploi en péril. Cette posture les met parfois en porte-à-faux vis-à-vis des riverains qui veulent des résultats rapides et qui ne s'accrochent pas des explications complexes. De ce point de vue, l'expérience acquise par les membres de l'association a des effets paradoxaux du point de vue de sa capacité à utiliser le mécontentement des riverains. Les militants d'Atmosphère savent et admettent parfaitement la nécessité des usines de retraitement des déchets industriels, l'impossibilité de fermer les usines existantes, la difficulté aussi à établir la responsabilité particulière de telle ou telle entreprise dans une zone où les émetteurs de produits polluants sont pléthore. Ils

commissions (eau, air, sol...) du nouveau Secrétariat pour la prévention des pollutions industrielles (S3PI) de l'Artois. Elle intervient par ailleurs de plus en plus régulièrement dans les enquêtes publiques, les diverses procédures de consultation, les remembrements.

savent aussi, pour l'avoir appris au cours des combats passés, qu'élus et préfets, en matière d'environnement, ne s'engageront jamais dans un affrontement direct avec une entreprise. La situation commande donc d'accepter d'entrer dans un jeu de négociations qui souvent s'étale sur plusieurs années.

L'institutionnalisation de l'association, on le voit, n'est pas que le produit mécanique de l'enrôlement dans des structures de concertation et de négociations. Elle est le fruit des expériences pratiques vécues par ses membres et d'un apprentissage multiforme : apprentissage de connaissances techniques, mais aussi apprentissage de ce qu'il est possible de faire, de jusqu'où l'on peut aller compte tenu de la spécificité de la configuration sociale, politique et économique locale. C'est cet apprentissage qui conduit les responsables de l'association à demander que se créent des espaces de négociation qui vont exercer en retour de nouvelles contraintes. L'ensemble de ce processus est concomitant d'un processus de transformation mais aussi de sélection des militants qu'il faut maintenant étudier.

Institutionnalisation de l'association et transformation des militants

Le choix d'étudier Atmosphère a été guidé partiellement par sa longévité, relativement exceptionnelle pour une association ne touchant aucune subvention et ne disposant d'aucun permanent propre. Rappelons que Pierre Lascoumes, sur la base d'une enquête réalisée auprès de 280 associations, estime à sept ans la durée de vie moyenne des associations de défense de l'environnement (Lascoumes 1994 : 229). À partir d'une méthode et d'un territoire différents Bruno Maresca arrive au même résultat, mais note que la moitié des associations créées au milieu des années quatre-vingt sont sans activité réelle cinq ans après leur création (Maresca 2001 : 130). Au demeurant, les plus durables sont les associations de protection du patrimoine bâti et culturel et les plus éphémères, celles qui se sont constituées pour répondre à des dommages conjoncturels (nuisances, pollutions). De ce point de vue, Atmosphère a donc bien une longévité supérieure à la normale.

Mais le caractère exceptionnel de l'association réside moins dans sa durée que dans la transformation qu'elle a subie au cours de ses dix ans d'existence. Atmosphère entre de ce fait difficilement dans une des catégories habituellement utilisées pour classer les associations de cadre de vie et d'environnement, car ses buts, on vient de le voir, se sont progressivement élargis, même si c'est de manière non linéaire. Association de riverains focalisée sur un objectif précis à son origine, elle a ensuite agrégé des revendications locales multiples sur un territoire de plus en plus vaste, avant de devenir une structure de vigilance et d'alerte intervenant sur tous les problèmes de pollution non domestique dans le secteur d'Hénin-Carvin¹⁶.

Cette longévité et cette évolution correspondent à un mouvement d'institutionnalisation au sens sociologique du terme¹⁷. Les tâches se sont spécialisées en définissant des rôles, des règles de fonctionnement ont progressivement été adoptées, une identité collective s'est

16. Cette transformation n'est pas exceptionnelle, mais ne concerne qu'une minorité des associations locales dans la plupart des pays occidentaux. Dans un article de synthèse consacré aux États-Unis Joann Carmin note que « les groupes locaux prennent généralement appui sur des bénévoles plus intéressés dans la résolution d'un problème ou la stabilité de la communauté que dans l'obtention d'un agrément public ou dans la survie de l'organisation. En conséquence, la plupart cessent d'exister une fois que le problème auquel ils se sont confrontés a été réglé. » (Carmin 1999, p. 108).

17. Un des critères classiques de l'institutionnalisation est la survie de la structure au départ de son ou de ses fondateurs. C'est bien le cas ici, puisque sur les douze personnes composant l'association sa première année, une seule y appartient encore en 2000 mais en ayant abandonné son rôle initial : il s'agit de son premier président qui a passé la main au début de l'année 1998 à un militant entré dans l'association en 1994. Sur l'institutionnalisation, on se reportera à Lagroye et al. (2002 : 146-150) et Lagroye (2002).

forgée dont les deux principaux fondements sont la valorisation de l'indépendance et du bénévolat. On a vu que cette institutionnalisation résulte de la reconnaissance obtenue : reconnaissance publique d'abord, par les pouvoirs publics ensuite. Cette évolution correspond-elle à un changement dans les profils sociaux des militants ? Nous voudrions souligner ici qu'il y a bien eu changement dans le type de personnes engagées, mais que ce changement est autant la cause que la conséquence des transformations de l'association. Ce sont en effet les succès rencontrés et les orientations stratégiques impulsées par son fondateur, mais aussi les conflits qu'ils ont occasionnés qui ont progressivement conduit à la sélection d'un profil particulier de militants.

Syndicalistes et riverains : du groupe d'amis...

Les propriétés des membres fondateurs d'Atmosphère doivent beaucoup au rôle prépondérant et par conséquent à la trajectoire de son fondateur, Dominique G., élément moteur de la mobilisation contre l'exploitation du terril de Carvin, et qui est avant tout un militant syndical aguerri. Permanent syndical à la CFTC depuis le début des années quatre-vingt, il est également très impliqué au sein de l'ORGECO, association de consommateurs d'émanation syndicale (FO, CFTC, CGC). Bien qu'appartenant à une centrale syndicale qui continue de se reconnaître dans la doctrine sociale de l'Église, il n'est ni catholique ni issu d'une famille de tradition chrétienne. Ce ne sont donc pas ses convictions religieuses qui l'ont conduit à épouser une conception élargie de l'action syndicale. L'explication est peut-être à rechercher du côté de son expérience des séquelles de la mine sur la santé de ses proches, à commencer sur celle de son père mineur par ailleurs militant à la CGT. Plus probablement, c'est son parcours d'autodidacte touche-à-tout – bachelier, il a commencé des études aux Beaux-arts, vite interrompues pour rentrer comme agent administratif aux PTT, mais déclare « s'intéresser à tout » et « lire tout ce qui lui passe par les mains » – et la place relativement marginale dans le champ syndical départemental de sa confédération, qui l'ont conduit à ne pas se contenter d'un rôle étroit d'animateur syndical. L'affaire du terril, qui se situe à quelques centaines de mètres de son domicile, constitue l'événement déclencheur pour s'engager intensivement dans l'action environnementale.

« Autour de moi, il y avait des gens qui étaient sensibles à l'environnement, mais il fallait quelque chose pour souder un peu, pour qu'enfin il y ait une action collective. C'est ça que j'ai voulu mettre en place dès le départ et l'opportunité était là dans le sens où, à côté de chez moi, il y a un terril, qui est boisé... ».

Maîtrisant parfaitement les techniques de mobilisation, connu des journalistes locaux, Dominique G. parvient à regrouper des riverains, dont beaucoup sont de proches voisins, ainsi que des syndicalistes pour créer Atmosphère. De fait les membres actifs de l'époque sont pour moitié des syndicalistes (certains à la CFDT) et pour l'autre moitié des riverains. Peu partagent *a priori* l'idée que la préservation de l'environnement dans le bassin minier est une cause qui mérite qu'on s'y investisse durablement. Le succès de la mobilisation tient d'ailleurs beaucoup, on l'a vu, à la nature de l'adversaire (les Houillères) et au fait que ce terril était devenu depuis longtemps un lieu de promenade¹⁸. Le noyau fondateur d'Atmosphère peut donc être analysé comme un réseau personnel qui puise dans le « cercle » du syndicalisme et dans celui du voisinage¹⁹. Significativement la plupart des membres de ce noyau abandonneront l'association une fois que celle-ci aura obtenu gain de cause. Elles

18. En 1997-1998, un contexte analogue présidera à une mobilisation contre la transformation d'un terril en site de retraitement biologique de déchets industriels dans une autre région de l'ancien bassin minier (Neveu 2001).

19. Les notions de réseau et de cercle sont utilisées ici au sens d'Alain Degenne (1986).

seront remplacées par des personnes sans liens d'interconnaissance préalable entre elles ou avec son président.

...au groupe des convertis

Les personnes qui progressivement rejoignent Atmosphère à partir des années 1991-1992 ont pour la plupart rencontré l'association après avoir œuvré isolément ou dans une association de résidents contre une nuisance les affectant directement (présence d'une ligne à haute tension, d'une entreprise de nettoyage d'hydrocarbures, d'une usine chimique polluant leur jardin...). Ils ne connaissaient personnellement ni Dominique G. ni d'autres membres. Vis-à-vis du premier, certains avaient même des réticences compte tenu de son étiquette syndicale et des usages qui en sont faits par ses adversaires. Leur rencontre avec l'association, à une exception près, s'opère lors d'une réunion publique (réunion d'information) ou par la lecture de la presse locale. Ils ont trouvé dans l'association une écoute, une aide et un soutien qu'ils n'avaient pas rencontré auprès des élus locaux ou de l'administration. Entrés pour régler leur problème particulier, certains se prennent au jeu et deviennent des militants convaincus et très engagés, à l'image de Stanislas S. cité précédemment.

La plupart de ces « néo-militants » appartiennent ou sont aux franges des fractions inférieures (c'est-à-dire les moins diplômées) des classes moyennes salariées (ouvriers à la retraite, employés à la Sécurité sociale minière, technicien à France Télécoms, secrétaire administratif de collège, agent de maîtrise, un couple d'agriculteurs...). La plus diplômée est institutrice. Propriétaires de leur logement, ils habitent généralement en habitat pavillonnaire dans une ville dont ils ne sont pas originaires et où ils ont peu d'attaches, en dehors du voisinage immédiat. Ils sont en conséquence peu intégrés dans le tissu de la sociabilité locale, ce qui explique aussi qu'ils ont moins à craindre les pressions sociales et politiques exercées au nom de la défense de l'emploi.

Si, comme le dit une militante, « tous ceux qui adhèrent, du moins au départ, ont un problème inhérent à leur environnement proche », ils n'ont cependant pas tous le même rapport au militantisme et à l'action collective. On peut clairement distinguer deux catégories selon qu'ils ont ou n'ont pas un passé militant dans d'autres organisations. Au sein de la première catégorie, minoritaire, trois personnes ont eu une expérience syndicale (à la CFTC et à la CFDT) – mais une seule avec quelques responsabilités (délégué syndical adjoint) –, combinée dans deux cas avec un engagement religieux (à l'Action catholique ouvrière pour l'un, dans une religion assimilée à une secte pour l'autre).

Les personnes relevant de la seconde catégorie ne sont pas pour autant des citoyens « passifs ». Ils partagent avec les premiers une posture générale d'indignation et de revendication. Simplement, jusqu'alors, c'est seul ou en couple la plupart du temps qu'ils se sont élevés contre un problème de pollution (sonore, visuelle, olfactive...) touchant leur cadre de vie immédiat. Pour eux, l'engagement dans Atmosphère n'est en quelque sorte que la poursuite d'un combat par d'autres moyens, le passage d'une lutte individuelle à une lutte collective. C'est aussi l'occasion de partager leur indignation et de résister à l'indifférence, voire à l'hostilité de leur voisinage et des représentants de la mairie de leur domicile.

Tous les nouveaux venus à Atmosphère, quelles que soient leurs expériences militantes antérieures, ont en commun une réelle obstination, mais aussi un scepticisme à l'égard des hommes politiques et de l'administration, résultat de l'indifférence prêtée à leurs courriers et démarches. Bien peu, avant d'entrer à Atmosphère, partageaient les idées du mouvement

écologiste ; ils n'avaient pas d'idée très précise à propos de la défense de l'environnement. Tout au plus avaient-ils un goût pour la nature lié à des origines rurales et entretenu par la pratique régulière du jardinage, voire de la chasse ou de la pêche. Encore aujourd'hui la très grande majorité refusent d'être assimilés à des écologistes, c'est-à-dire à des « idéologues ». Leur engagement est défini de manière prosaïque : « ne pas respirer de cochonneries, ne pas manger de cochonneries », « combattre uniquement la pollution », déconnecté de toute orientation politique plus générale. Bien sûr, leur engagement a modifié leurs représentations du monde et de l'environnement. Non seulement ils se sont mis à « potasser » des revues, constituer des fiches techniques, acquérant ainsi une compétence minimale qui leur permet de décrypter le langage codé des experts et découvrant la complexité des problèmes, à la fois sociaux, politiques et techniques, mais ils ont pris conscience de la nécessité d'une action concertée à de multiples niveaux (local, national et international). La plupart n'en sont pas devenus plus proches des écologistes pour autant.

La conséquence principale de l'engagement à Atmosphère chez les personnes qui étaient au départ les moins insérées politiquement semble surtout d'avoir renforcé leur hostilité à l'égard des partis politiques ou d'avoir définitivement brouillé leurs repères partisans. Les élus mais aussi l'administration leur apparaissent désormais globalement inféodés aux intérêts économiques. Si des distinguos doivent être faits, ils ne correspondent pas aux frontières des partis mais à des caractéristiques personnelles. En entrant dans le jeu politique, les Verts leur semblent avoir perdu toute autonomie et n'être plus en mesure de lutter efficacement contre la pollution. La seule militante actuelle d'Atmosphère engagée chez les Verts est précisément la seule à avoir baigné dans son enfance dans un univers très politisé, en l'occurrence communiste et cégétiste. Son engagement à Atmosphère comme chez les Verts s'appuie d'ailleurs sur un discours social très marqué et des références fortes à son histoire de fille de mineur.

La particularité des deux types de « carrière militante » modale qu'on vient d'évoquer et qui ont pour points communs l'entrée dans l'association à partir d'un combat pour la préservation du cadre de vie quotidien et des propriétés sociales voisines, apparaîtra plus clairement après avoir examiné le profil du plus diplômé d'entre eux, atypique sur de nombreux points. Médecin-biologiste, salarié de la Sécurité sociale minière où il s'occupe des maladies pulmonaires, Jacques L. est en effet arrivé à Atmosphère en 1990 à travers une démarche plus « cérébrale ». Sa trajectoire sociale et sa conception de la protection de l'environnement sont à l'opposé de celles des autres militants, même si certains se situent dans un entre-deux.

Issu d'un milieu bourgeois « ouvert sur le monde » (son père est médecin), élevé dans une ville ouvrière extérieure au bassin minier (« une zone plus agricole [...], c'est pas la même région... »), Jacques L. s'est intéressé tôt aux problèmes d'environnement, à travers la lecture de magazines et d'ouvrages de vulgarisation scientifique et naturaliste. Cette sensibilité à l'environnement acquise à travers un cheminement individuel, a été selon lui renforcée par certains enseignements suivis en faculté de médecine qui l'ont conduit à « prendre quelques distances avec l'enseignement médical traditionnel » et à se tourner vers la biologie plutôt que vers la médecine ambulatoire. Il justifie ce choix par un intérêt pour l'« humain », pour la vie sous toutes ses formes. De cette période daterait sa prise de conscience qu'« aujourd'hui, à cause justement des ravages industriels, de l'expansion de la population, de la déforestation, des pollutions diverses, tous les jours y'a des milliers d'espèces vivantes qui disparaissent » et tant ses choix professionnels que son militantisme. À 25 ans, il s'inscrit à la fondation Cousteau puis au WWF qu'il soutient toujours financièrement. L'engagement à Atmosphère ne sera pour lui qu'une manière de continuer ce combat là où il se trouve : « *Think globally,*

act locally », telle pourrait être la devise de Jacques L. Il est le seul de tous les militants d'Atmosphère interrogés à développer un raisonnement de cette nature, en tout cas de manière aussi structurée. Ces justifications n'expliquent évidemment pas à elles seules son engagement à Atmosphère, mais elles indiquent parfaitement que celui-ci ne résulte pas d'une expérience pratique de la pollution ou d'une injustice, mais d'une démarche plus abstraite. C'est d'ailleurs à la faveur d'un stage de formation organisé par Nord-Nature qu'il rencontre le président d'Atmosphère qui lui propose alors de le rejoindre. Jacques L. poussera l'association à élargir des centres d'intérêt et à développer des actions pédagogiques. Il contribuera fortement à introduire au sein d'Atmosphère des préoccupations naturalistes. C'est lui qui représente Atmosphère au sein du comité contre les autoroutes A16 (littoral de la Côte d'Opale) et A1 bis (doublement de l'autoroute Lille-Paris) ; c'est lui aussi qui rédige des courriers aux élus au nom de l'association contre la chasse sur le platier d'Oye (zone de migration sur le littoral du Pas-de-Calais) et contre les OGM...

Ce profil de naturaliste et d'expert, qui définit son engagement de façon déterritorialisée, est singulier au sein d'Atmosphère et confère à Jacques L. un rôle essentiel dans les premiers temps de l'association. Il donne du crédit aux prises de position de l'association ; il fournit de la documentation et des explications aux autres membres. Caution intellectuelle et morale, sa présence ne semble pourtant pas avoir eu d'influence durable sur le sens de l'engagement des autres membres et sur le discours de l'association. Son souci d'agir en faveur d'un « développement alternatif de la planète » et d'une préservation des espèces n'est pas partagé en ces termes par les autres membres, et l'association ne justifie pas ainsi son existence et ses objectifs. Progressivement, la participation aux combats proprement naturalistes sera même abandonnée, sans que Jacques L. quitte pour autant Atmosphère. C'est peut-être en partie de cette évolution qu'il refusera d'assumer la présidence de l'association lors du départ de Dominique G.

La diversité des trajectoires et des objectifs des nouveaux militants d'Atmosphère a clairement empêché l'association de se doter d'un discours trop structuré. Le pragmatisme règne en ce qui concerne l'action (« tout est bon » dans les limites d'une action qui reste respectueuse de la loi) et son cadrage. L'apolitisme et un discours général dénonçant la pollution semblent suffire à définir l'identité du groupe. Comme le dit ce membre, employé à la retraite sans passé militant

« Y'a de tous les milieux, mais il n'est jamais question de politique... On parle que de pollution hein des usines qui polluent et de c'qu'on peut faire comment on peut le voir enfin aller voir sur le terrain voir les gens on demande de visiter les usines pour voir les directions et tout ça, demander c'qui font, c'qui peuvent faire, discuter avec les gens quoi... y'a rien de virulent, y'a rien de politique quoi c'est uniquement pour la pollution ».

Le trait d'union c'est bien « lutter contre la pollution », mais selon les militants, il peut s'agir de préserver l'environnement pour les générations futures, améliorer la santé des personnes, changer l'image du bassin minier, défendre des gens qui n'osent pas le faire ou qui n'ont pas les moyens de le faire, faire entendre la voix des citoyens ordinaires, lutter contre la collusion des puissants, faire valoir ses droits... L'indépendance par rapport à la politique mais aussi par rapport à toute forme d'organisation fédérative est ce qui permet de faire tenir ensemble ces militants aux dispositions et aux expériences sociales et aux aspirations hétérogènes. Une telle structure explique le rôle crucial du leader au cours des premières années d'Atmosphère. Élément fédérateur et régulateur, Dominique G. est moins un leader charismatique (même si ses talents d'orateur et d'organisateur sont indéniables), qu'un leader qui suscite la confiance

parce que ses propriétés sociales et son positionnement idéologique (« œcuménique », « laïque ») sont parfaitement ajustés aux propriétés des militants. De manière plus générale, la multiplication des actions et l'exaltation qu'elles entraînent semble suffire aux adhérents comme justification de leur engagement. C'est l'action qui crée le plaisir d'être ensemble et qui socialise les militants, les encourage à rester mobilisés. Il est significatif à cet égard que l'assemblée générale publique destinée à fêter les dix ans d'Atmosphère en 1999 s'est bornée à un rappel, par les deux présidents successifs, de tous les combats menés depuis dix ans sans qu'aucun des deux n'ait cru bon ou utile de rappeler les objectifs généraux de l'association et de les situer par rapport à la cause environnementale.

La clôture du groupe militant

La reconnaissance conquise par l'association qui, on l'a vu, s'est traduite par son insertion dans divers comités consultatifs et par l'invention d'un rôle de tireur d'alarme et de relais sur son territoire d'action pour les personnes confrontées isolément à des nuisances, va conduire à l'adoption d'un mode de fonctionnement qui va un peu plus clôturer le groupe.

En 1996, au moment où le président-fondateur passe la main – sans pour autant totalement abandonner l'association – plus aucune des personnes liées entre elles par des relations sociales antérieures à sa création ne demeure dans le noyau militant. C'est d'ailleurs un adhérent relativement tardif (début 1994) qui prend la présidence. Moins expérimenté, sans liens personnels forts avec aucun des militants, que ces liens soient préexistants ou qu'ils se soient noués dans les combats menés, le nouveau président va instituer un nouveau style de leadership qui va renforcer la « professionnalisation » de l'association. La convivialité diminue, ce que beaucoup déplorent, parfois jusqu'à se désinvestir de l'association. Les tâches se spécialisent à la fois par affaire et par thématique (pollution de l'air, des eaux, des sols...) et les actions qui rassemblent l'ensemble du collectif se raréfient. La participation croissante de l'association à diverses instances consultatives absorbe beaucoup de temps et le noyau militant (une quinzaine de personnes dont trois couples) effectue le plus clair du travail.

En raison de ce mode de fonctionnement, beaucoup de nouveaux venus ont renoncé à militer plus avant, comme y avaient renoncé certains des fondateurs pris par leurs investissements syndicaux ou associatifs. Ceux qui restent sont à la fois ceux qui par leur statut professionnel et leur position familiale ont le plus de disponibilité (travail peu contraignant, enfants hors du domicile...), et qui se sont installés dans un rôle bien balisé (l'expert, l'agitateur, le trésorier, le porte-parole...) ou le suivi d'un dossier spécifique. Les membres qui n'ont pas le temps, pour des raisons professionnelles, de participer aux réunions de concertation ou d'aller aux rendez-vous fixés par les entreprises ou les pouvoirs publics, prennent leurs distances sans nécessairement quitter l'association. Tout nouveau venu a donc beaucoup de mal à trouver sa place, sauf à remplir un rôle disponible. C'est en ce sens qu'on peut parler d'un phénomène de professionnalisation, même si Atmosphère reste strictement fondé sur le bénévolat. Le fonctionnement en réseau découle de cette transformation, au lieu d'être l'expression des propriétés sociales des membres dont beaucoup souhaiteraient que les occasions de se rencontrer en dehors du militantisme soient plus fréquentes. Le témoignage de Marie P., institutrice, mouche du coche de l'association, est très significatif à cet égard :

« On a créé un bon groupe et c'est marrant dans ce groupe, on ne se connaît pas, je ne peux pas dire qu'on se connaisse, on ne s'invite pas on ne se voit que pour ça, on se respecte mutuellement je ne sais pas ce que votent mes camarades d'Atmosphère ça m'est égal, on a trouvé un dénominateur commun bon on a chacun une place, y'en a qui sont plus rebelles que

d'autres, plus calmes... on a différentes personnalités et puis quand y'en a un qui déborde on lui dit, si moi je déborde on me le dit, on me le fait remarquer. (...) Il suffit de mettre en place une chaîne téléphonique, on est très efficace...Y'a un noyau dur et ce noyau dur est extrêmement important et viable, c'est clair et puis maintenant qu'on songe à mettre Internet et faire un site je pense que ce sera encore plus organisé. »

L'évolution de l'association n'a pas simplement pour effet sa fermeture à de nouveaux membres incapables de trouver leur place dans une division des tâches fondée sur l'habitude et les relations informelles, elle détourne d'elle également ceux qui cherchent dans l'action une forme de sociabilité ou une quête de sens. Les plus politisés « s'en sortent » en militant en même temps chez les Verts ou, quand ils n'ont pas le temps de faire les deux, en se désinvestissant. Ainsi Géraldine R., documentaliste en collège, qui se définit comme une défenseuse de la nature avant tout et considère Greenpeace comme un modèle, a-t-elle pris ses distances au motif qu'elle trouve l'association trop sage, ne faisant pas assez place à des débats et, en même temps, « pas assez chaleureuse ».

Nous avons tenté de comprendre les processus d'engagement en combinant l'analyse des trajectoires sociales et des expériences biographiques avec l'histoire collective du groupe devenue institution. L'exemple d'Atmosphère montre comment un ajustement progressif s'est réalisé, comment des mécontents ou des indignés, souvent sans passé dans une organisation militante, sont devenus des militants anti-pollution et comment d'autres, pour diverses raisons et malgré parfois un ethos militant souvent d'origine syndicale, ne se sont pas reconnus dans cette définition de l'action et le mode de fonctionnement collectif qu'il impliquait. Une fois constituée puis stabilisée, l'équipe militante – comme tout groupe institué – s'est dotée de règles de fonctionnement s'apparentant au fonctionnement en réseau repéré par ailleurs par Jacques Ion (1997) sans qu'on puisse l'assimiler à une forme d' « engagement distancié ». Le groupe a également appris à adapter ses objectifs à ses ressources. Il s'est accordé sur une identité (lutter contre la pollution industrielle dans la région d'Hénin-Carvin en restant sur le terrain légal et en se gardant d'aller sur le terrain politique). Cette identité s'accorde avec le recrutement politiquement et socialement hétérogène de l'association, mais a eu du coup pour effet d'exclure ou de dissuader tous ceux qui partageaient une conception différente du combat environnemental, plus naturaliste ou plus politique ou, à l'inverse, purement pédagogique ou essentiellement institutionnelle.

Indéniablement, la perspective adoptée se heurte à de nombreux obstacles méthodologiques, à commencer par la reconstitution des itinéraires des désengagés. Les informations disponibles sont à cet égard sans conteste insuffisantes. Intégrer cette dimension dans le raisonnement a permis toutefois d'adopter une conception dynamique de l'engagement associatif et de ne pas oublier que l'engagement est toujours le produit d'une rencontre entre des dispositions et des expériences socialement construites avec un groupe ou une institution, sauf dans les moments fondateurs. C'est en ce sens qu'on peut dire que le groupe fabrique ses militants autant que l'inverse. Cette fabrication consiste en un processus d'ajustement entre les propriétés de l'institution et du champ où elle intervient et les propriétés des engagés. Quels que soient les engagements antérieurs, l'engagement dans une association ou un mouvement nécessite un apprentissage, implique de savoir y trouver une place et de combiner son identité personnelle avec celle du groupe. En ce sens, il s'agit bel et bien d'une prise de rôle, d'un enrôlement au sens de la sociologie interactionniste (Becker 1960 et 1985).

Bibliographie

- Becker Howard S., 1960, « Notes on the concept of commitment », *American Journal of Sociology*, vol. 66, p. 32-40.
- Becker Howard S., 1985 [1963], *Outsiders : études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
- Bellah Robert N., Madsen Richard, Sullivan William M., Swidler Ann, Tipton Steven M., 1996 [1985], *The Habits of the Hearth. Individualism and Commitment in American Life*, Berkeley, University of California press.
- Benford Robert D., Snow David, 2000, « Framing Processes and Social Movements : an Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, p. 298-306.
- Blatrix Cécile, 1999, « Le maire, le commissaire enquêteur et leur “public”. La pratique politique de l'enquête publique », in CURAPP-CRAPS, *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Paris, PUF, p. 161-176.
- Berlivet Luc, Sawicki Frédéric, 1994, « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes chrétiens de Bretagne dans l'après-guerre », *Politix*, n°27, p. 111-142.
- Bernstein Mary, Jasper James M., 1998, « Les tireurs d'alarme dans les conflits sur les risques technologiques. Entre intérêts particuliers et crédibilité », *Politix*, n°44, p. 109-134.
- Carmin Joann, 1999, « Voluntary Associations, Professional Organisations and the Environmental Movement in United States », dans Rootes Christopher (ed.), *Environmental Movements. Local, National and Global*, Londres, Frank Cass, p. 101-121.
- Cefaï Daniel, Trom Dany (dir.), 2001, *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Cherkaoui Mohammed, 1997, « Le réel et ses niveaux : Peut-on toujours fonder la macrologie sur la micrologie ? », *Revue française de sociologie*, vol. 38, n°4, p. 497-524.
- Collovald Annie (dir.), 2002, *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Dauvin Pascal, Siméant Johanna, 2002, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Degenne Alain, 1986, « Un langage pour l'étude des réseaux sociaux », in *L'esprit des lieux. Localité et changement social en France*, Paris, Éditions du CNRS, p. 291-312.
- Desage Fabien, 1999, *La « bataille des coronas ». L'horizon politique du logement minier*, DEA de science politique, Université Lille 2.
- Douglas Mary, 1989 [1986], *Ainsi pensent les institutions*, Paris, Usher.
- Drewermann Eugen, 1989, *Fonctionnaires de Dieu*, Paris, Albin Michel.
- Festinger Leon, Riecken Henry W., Schachter Stanley, 1993 [1956], *L'échec d'une prophétie. Psychologie sociale d'un groupe de fidèles qui prédisaient la fin du monde*, Paris, PUF.
- Fillieule Olivier, Broqua Christophe, 2000, *Les associations de lutte contre le sida. Approche des logiques de l'engagement à AIDES et à Act Up*, Rapport de recherches, MIRE.
- Gaxie Daniel, 1977, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n°1, p. 123-154.
- Héran François, 1988a, « Un monde sélectif : les associations », *Économie et Statistiques*, n°208, p. 17-31.
- Héran François, 1988b, « Au cœur du réseau associatif : les multi-adhérents », *Économie et Statistiques*, n°208, p. 33-44.
- Ion Jacques, 1997, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- Kiesler Charles A., 1971, *The Psychology of Commitment. Experiments Linking Behavior to Belief*, New York, Academic Press.
- Lagroye Jacques avec François Bastien et Sawicki Frédéric, 2002, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, 4^e éd.
- Lagroye Jacques, 2002, « L'institution en pratiques », *Revue suisse de science politique*, vol. 8, n°3/4, p. 114-128.
- Lascoumes Pierre, 1994, *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte.
- McAdam Doug, 1986, « Recruitment to High-Risk Activism : the Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, p. 64-90.
- McAdam Doug, 1989, « The Biographical Consequences of Activism », *American Sociological Review*, vol. 54, n°4, p. 744-760.
- McAdam Doug, Paulsen Ronelle, 1993, « Specifying the Relationship between Social Ties and Activism », *American Journal of Sociology*, vol. 99, p. 640-667.
- Maresca Bruno, 2001, « Sociographie des associations dans le domaine de la protection de l'environnement. Les apports de la démarche d'inventaire », dans Blais Jean-Paul, Gillio Claire, Ion Jacques (dir.), *Cadre de vie, environnement et dynamiques associatives*, Paris, Ministère de l'Équipement, PUCA, p. 127-134.
- Mathieu Lilian, 2001, *Mobilisations improbables. L'action collective des prostituées*, Paris, Belin.

- Mathieu Lilian, 2002, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°1, p. 75-100.
- Mischi Julian, 2002, *Structuration et désagrégation du communisme français. 1920-2002. Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, Thèse pour le doctorat d'études politiques, EHESS.
- Monroe Kristen R., 1996, *The Heart of Altruism. Perceptions of a Common Humanity*, Princeton, Princeton University Press.
- Neveu Catherine, 2001, *Inacceptable dépollution. Un terroir du Nord-Pas-de-Calais*, Paris, Textuel.
- Ollitrault Sylvie, 2001, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, p. 105-130.
- Olson Mancur, 1978 [1965], *Logique de l'action collective*, Paris, PUF.
- Passy Florence, 1999, *L'action altruiste*, Genève, Librairie Droz.
- Pennetier Claude, Pudal Bernard (dir.), 2002, *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, « Socio-histoires ».
- Péchu Cécile, 2000, « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, p. 73-103.
- Pudal Bernard, 1988, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP.
- Putnam Robert D., 2000, *Bowling Alone : the Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Shuster.
- Revue française de science politique*, 2001, « Devenirs militants », vol. 51, n°1-2.
- Sawicki Frédéric, 1997, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin.
- Sawicki Frédéric (dir.), 2001, *Les mobilisations et les associations liées au cadre de vie et à l'environnement dans une région de tradition industrielle : le cas de l'ancien bassin minier du Nord-Pas-de-Calais*, Rapport de recherche, CRAPS, PUCA.
- Sawicki Frédéric, 2000, « Les politistes et le microscope », dans Bachir Myriam (dir.), *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Paris, PUF, CURAPP, p. 187-208.
- Siméant Johanna, 1998, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences po.
- Skocpol Theda, Fiorina Morris P. (eds), 1999, *Civic Engagement in American Democracy*, Washington D. C., Brookings Institution Press.
- Suaud Charles, 1978, *La vocation. Conversion et reconversion des prêtres ruraux*, Paris, Minuit.
- Tilly Charles, 1978, *From Mobilisation to Revolution*, Reading, Addison-Wesley.
- Verba Sydney, Lehman Schlozman Kay, Brady Henry H., 1995, *Voice and Equality. Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge, Harvard University Press.